

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 509 - 28 décembre 1989 - Prix 2,50 F

*"Les Nouvelles"
et la Fédération du P.C.F.
vous souhaitent
une bonne et heureuse
année 1990*

MOBILISATION POUR AIDER LE PEUPLE ROUMAIN

LES COMMUNISTES SOLIDAIRES

Dès la veille de Noël, la Fédération du P.C.F. appelait tous les militants à participer à la campagne organisée par le Secours populaire français. Les mairies dirigées par les communistes à Trignac, Saint-Joachim, Montoir, Batz sont demeurées ouvertes.

Noël 1989, nous l'avons vécu au rythme des informations qui parvenaient de Bucarest.

Dès le week-end, les militants, les élus communistes œuvraient concrètement afin que l'aide pour le peuple roumain converge au plus vite avec l'aide du Secours Populaire.

Les massacres, le soulèvement du peuple roumain bouleversent tous les gens de cœur et parmi eux, bien sûr, les communistes.

Devant une telle situation, nous ne pouvons qu'éprouver du mépris pour ceux qui ignoblement insultent, utilisant la tragédie roumaine, une scandaleuse campagne contre le PCF, ses militants, son secrétaire général et assimilé communisme et fascisme.

Cela est d'autant plus intolérable que les communistes ont dénoncé les atteintes aux droits de l'homme en Roumanie et refusé le qualificatif de socialisme à ce régime à une période où le P.S. et la droite encensaient et flattaient Ceausescu.

Aujourd'hui, ceux-là mêmes veulent instruire un procès contre les communistes français parce qu'ils ont eu le courage d'aller dire, voici quelques semaines à Bucarest, devant le congrès pour Ceausescu, que Socialisme et Liberté étaient et demeureraient indissociables et ont apporté leur soutien aux communistes et au peuple roumain, partisans du changement dans la liberté.

Pourquoi cacher la réalité des positions du PCF, pourquoi vouloir à tout prix dénaturer ce qui est l'essence même du combat des communistes et de leur parti, sinon pour des buts politiques qui n'ont rien de commun avec les intérêts des peuples roumains et français.

Nos agresseurs gagneraient en crédibilité s'ils avaient les mêmes

préoccupations envers le peuple de Panama qui souffre et est victime de l'agression US. Il est vrai qu'à les entendre les soldats US seraient des libérateurs: ils camouflent qu'à Panama il y a déjà plus de 1 200 morts dont une majorité de civils! Ils taisent qu'en Palestine des adolescents, des enfants sont arrêtés, torturés, abattus par l'armée israélienne. Ils taisent la répression envers le peuple noir d'Afrique du Sud et la Turquie...

Qu'importe pour les grands défenseurs des droits de l'Homme du P.S. comme de la droite, ce n'est pas leur problème, pas plus d'ailleurs que celui des droits au travail, au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture et même celui de se nourrir ici, en France, à une décennie du 3^e millénaire.

Ce qui les préoccupe c'est d'occulter toute perspective, toute possibilité de changement à celles et à ceux qui, mécontents des conditions de vie imposées sous un gouvernement socialiste, s'engagent dans la lutte.

Ce qu'ils veulent occulter ce sont les potentialités que recèlent notre peuple pour s'unir et imposer de véritables changements.

Ce qu'ils reprochent aux communistes c'est de ne pas renoncer à leur engagement pour aider le rassemblement, l'action contre les injustices et d'être aux côtés des travailleurs qui combattent les gâchis du capital, la crise d'un système qui engendre chômage et misère.

Ce qu'ils ne supportent pas, c'est de voir les communistes avec les gens organiser la résistance contre les mauvais coups du pouvoir de l'argent.

Ils regrettent de voir un PCF à l'aise avec les travailleurs de Peugeot, Renault, de La Ciotat, de Saint-Nazaire... Ils regrettent de constater le

succès de leur campagne pour le SMIC à 6 500 F, pour une école de réussite ayant les moyens prélevés sur le budget du surarmement.

Ils n'admettent pas un PCF dénonçant les manœuvres politiciennes en faveur d'un fascieux comme Le Pen.

Ils haïssent le PCF animateur des luttes revendicatives, le PCF rassembleur contre les hausses de loyers, les atteintes à la protection sociale, les expulsions et saisies des familles modestes, le PCF exigeant avec les chômeurs que l'argent des ASSEDIC soit utilisé pour les victimes d'une politique de sous-emploi.

Ils détestent le PCF contraignant avec les jeunes, l'abandon des TUC et mettant en cause la précarité.

Partout où des luttes se développent, ils attaquent les communistes car ils ne peuvent concevoir que l'argent serve les intérêts des hommes avant ceux du capital spéculatif.

Ils sont inquiets devant les reculs électoraux du PS, la condamnation de sa politique et le développement des luttes chez des catégories nouvelles de travailleurs, d'employés, d'ITC.

Ils veulent casser l'espérance qu'une autre société, le socialisme, soit l'issue à la crise d'un système générateur de difficultés, de misère, d'exploitation des hommes.

Ils ne peuvent supporter notre combat pour l'union et le changement qu'aucun parti social-démocrate soit parvenu à réaliser.

Parce que nous refusons la fatalité du système d'exploitation et sa crise.

Parce que nous luttons pour un socialisme humaniste, autogestionnaire, pour la liberté et la démocratie, ils voudraient nous faire taire.

Quel aveu de la nécessité d'un Parti communiste pour ouvrir

d'autres perspectives que celles que nous offre P.S. et droite.

Inquiets, ils le sont, car nous refusons de confondre le socialisme et les perversions, voire les crimes commis en son nom.

Nous ne ferons pas de cadeau au capital. Notre solidarité avec les peuples qui, partout sur la planète, luttent pour leur liberté est le gage de notre combat pour le respect et le développement de celle de notre peuple.

Les attaques odieuses dont nous sommes la cible ne parviendront pas à masquer la responsabilité de ceux qui, au PS, choisissent de gouverner avec des ministres de droite, pour faire sa politique, alors qu'une majorité de gauche existe à l'Assemblée.

Cette attitude ne nous fera pas renoncer à nos efforts pour unir les forces qui aspirent à une politique nouvelle dégagant la voie du changement.

Le Parti communiste vient de créer 15 nouvelles cellules d'entreprises et réaliser 150 adhésions en Loire-Atlantique ces dernières semaines. Cela a été possible grâce à l'engagement de nombreux militants sur le terrain des luttes à partir des préoccupations des gens. Cette expérience conforme à nos décisions, nous étendons l'élargir et gagner de nouvelles forces au combat pour une société nouvelle.

Voilà ce qu'ils craignent et on les comprend.

A toutes celles et à tous qui sont mécontents et s'interrogent, à toutes celles et à tous ceux qui ont des revendications, qui veulent se faire entendre et sont à la recherche d'autres solutions, les communistes continuent et continueront de tendre une main fraternelle pour agir ensemble en faveur de la justice, de la liberté, de la paix.

Joël BUSSON,
Membre du Secrétariat Fédéral.

Avec le Peuple roumain

Dès samedi 24 décembre, le Parti communiste français lançait un appel à organiser la solidarité avec le peuple roumain.

Les maires et élus communistes du département ont immédiatement pris des initiatives invitant la population à lui venir en aide.

Aujourd'hui, dans de nombreuses entreprises du département, les communistes appellent à amplifier la solidarité.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français formule le vœu que le peuple roumain, vainqueur et libre, retrouve rapidement la paix et qu'avec ses nouveaux dirigeants, il ouvre le Chantier de la nouvelle société dont il a besoin.

La Fédération de Loire-Atlantique renouvelle son appel à tous les gens de cœur, pour apporter sous toutes les formes, leur contribution à l'initiative du Secours Populaire Français qui ouvre une grande souscription pour venir en aide «aux enfants et aux familles roumaines, victimes de la répression».

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste français invite à nouveau ses militants, ses élus à prendre une part active au succès de cette campagne de solidarité en versant et en faisant verser au Secours Populaire Français, C.C.P. 57601 U Nantes.

Nantes, le 26 décembre 1989.

P.C.F. EXIT

"Ouest-France", "L'Eclair", "Presse-Océan"... sont aux ordres. Seule originalité dans "leurs réactions", ils ont bien souvent 24 heures de retard sur "Le Monde", "Libération"... bref, sur l'Elysée.

Nous en avons une nouvelle fois la preuve lorsque le 27, "Presse-Océan", avec un sérieux handicap par rapport à Serge Joly, identifie communisme et fascisme.

Certes les rédactions locales ne portent pas obligatoirement la responsabilité de ce qui se décide ailleurs, mais lorsque la Fédération de Loire-Atlantique du PCF fait parvenir en quelques jours deux déclarations sur les sentiments des communistes à propos de la Roumanie, puis de Panama et de nouveaux appels à soutenir et venir en aide au peuple roumain, la simple honnêteté serait au moins de faire état de ces prises de position.

Les lecteurs n'en sauront rien, et pour cause les communistes y réaffirment leur engagement de toujours en faveur de la justice et de la liberté, le choix définitif qu'ils ont fait depuis longtemps d'un socialisme démocratique et humaniste. Mais il est vrai qu'il n'y a de pire sourd que...

J.B.

MÉDECINE DU TRAVAIL

Une déclaration des Administrateurs C.G.T. au G.I.M.T.

Les administrateurs CGT représentant l'UL CGT de St-Nazaire au Conseil d'Administration du Conseil interprofessionnel de la Médecine du Travail se félicitent de l'installation de la Médecine du Travail dans de nouveaux bâtiments qui doivent permettre d'améliorer sensiblement la prévention contre les

maladies professionnelles et les accidents du travail.

Pour la CGT, le droit à la santé de chaque individu doit être reconnu.

L'Organisation Mondiale de la Santé définit le droit à la santé :

« La Santé - un état complet de bien-être physique, moral social, qui ne consiste pas seu-

lement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

La CGT partage cette conception large de la santé qui établit une relation étroite entre le Sanitaire et le Social.

La situation du salarié au travail et hors du travail influe directement sur sa santé, physiologiquement et psychologiquement, et se traduit par des conséquences plus ou moins

visibles en termes de fatigue, de maladies, d'accidents.

En retour, l'état de santé du salarié a des répercussions directes sur son efficacité au travail.

La protection sociale comme les moyens de prévention de la santé au travail participent directement à l'entretien et à la reproduction de la force de travail.

Pour la CGT, la Médecine du Travail joue et peut jouer un rôle encore plus important pour prévenir des risques de travail, accidents ou maladies professionnelles.

L'amélioration et la transformation des conditions de travail intéressent tout particulièrement le médecin du travail.

Pour cela, il faut que les médecins du travail aient le temps et les moyens pour se rendre plus fréquemment sur les lieux de travail et, en coopération avec les CHS.CT, soient étudiés les conditions des postes de travail, de la pénibilité et des risques du travail pour y apporter des réponses de nature à améliorer les conditions de travail et la protection des salariés.

C'est pourquoi, la CGT se prononce pour que les médecins du travail disposent du tiers temps :

- 1) Temps pour visites médicales.
- 2) Temps pour visites lieux de travail.
- 3) Temps études et propositions d'amélioration des conditions de travail.

Il existe aujourd'hui une surcharge d'effectifs pour chaque médecin du travail, ce qui ne lui permet pas de travailler dans les meilleures conditions dans le sens de l'intérêt des salariés.

Dans ce sens, la CGT revendique :

- la réduction à 1800 du nombre de salariés suivis par chaque médecin du travail ;
- le renforcement de l'indépendance du médecin du travail ;
- le resserrement de sa collaboration avec le CHS.CT et ses experts, seul support d'une véritable action pluridisciplinaire de prévention ;
- le maintien et le développement de la médecine du travail.

Tout démontre la nécessité impérieuse de développer la médecine préventive, la médecine du travail y contribue largement, la CGT y est très attachée et elle combattra toutes les tentatives de sa remise en cause, tant dans sa conception que dans son efficacité.

Le 02-12-89.



Avec le gaz naturel, voir autrement, voir plus loin.

Les hommes et les femmes de Gaz de France sont des spécialistes à l'écoute de vos besoins. Vous pouvez compter sur eux. Ils ont à cœur de développer avec vous un partenariat dynamique qui fera des Pays de la Loire une grande région européenne.



LEROUX/HAMEL R.C. N. 307 545 355

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Joël BUSSON
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.P.P. n° 52 987

LA FAC CRAQUE...

La Fédération du P.C.F. exprime son soutien aux étudiants en lutte

En 1987, l'Université de Nantes comptait 19916 étudiants. Elle doit, cette année, en accueillir 23316.

C'est la traduction de l'augmentation de la demande sociale de formations supérieures.

Mais les objectifs nationaux proclamés officiellement de 80% d'une classe d'âge au niveau Bac, et de 2 millions d'étudiants en l'an 2000, se heurtent dès aujourd'hui à l'insuffisance criante des conditions d'accueil et de formation:

- locaux inadaptés et dégradés, sans amélioration prévue avant 1992;
- manque de personnels d'enseignement, d'administration et de service;
- vieillissement et absence de renouvellement du matériel pédagogique;
- misère des bibliothèques en place de lecture offerte et en ouvrages de travail;
- dégradation des conditions de vie des étudiants: logement, transports, restauration, activités culturelles et sportives...

Cette situation est à l'origine des luttes actuelles des étudiants, des enseignants et des personnels A.T.O.S. de l'Université de Nantes.

La Fédération départementale du Parti communiste français soutient totalement ces luttes.

Où est la solution ?

Elle n'est certes pas dans les thèmes les plus dangereux pour l'avenir de l'enseignement supérieur qui réapparaissent, ici et là, avec l'aggravation de la crise universitaire nantaise et nationale:

- Celui, par exemple, du renoncement à la définition du baccalauréat comme premier grade de l'enseignement supérieur, associé à celui de la mise en place d'une sélection à l'entrée de l'université, ou encore, d'utiliser le premier trimestre de la première année pour sélectionner les étudiants et éliminer ceux qui seraient jugés "inaptes" à poursuivre des études supérieures. *NON à la sélection!*

- Celui, ensuite, de la création de "collèges post-secondaires" de premier cycle coupés de la recherche et débouchant sur des impasses. *NON aux sous-facs voies de garage!*



- Celui, enfin, du recours aux financements privés mettant en cause le caractère public et national de l'enseignement supérieur. *NON aux facs-fric, aux facs Coca-Cola!*

Se souvenir de l'échec du projet Devaquet, le gouvernement Rocard-Jospin biaise.

Il a, semble-t-il, renoncé à faire passer ses projets par la voie législative et s'engage plutôt sur la voie de la contractualisation sous de multiples formes:

- celle du contrat de plan Etat-Région qui inclut désormais l'Université, en contradiction avec le principe selon lequel l'enseignement supérieur est du ressort de l'Etat, avec l'objectif de favoriser le désengagement financier de l'Etat et le risque de remise en cause des garanties nationales dans les domaines de la gestion, des statuts, des personnels, des diplômes;

- celle des contrats d'établissement actuellement en préparation, qui, sous couvert d'autonomie, visent à engager les établissements supérieurs, sous la tutelle en fait renforcée de l'Etat, à organiser la hiérarchisation de leurs formations, à répartir la pénurie, à opérer les choix qui les condui-

raient à se placer dans une échelle allant du collège post-bac à l'université d'élite;

- celle du système universitaire contractuel que l'on veut imposer aux enseignants d'université en leur demandant d'opter entre trois types de contrat ("pédagogique", "d'encadrement doctoral et de recherche", ou "d'administration") et qui aboutirait à une remise en cause fondamentale de la définition de l'enseignant-chercheur par la création de nouvelles discriminations, par l'alourdissement des charges d'enseignement au détriment de l'activité de recherche;

- et celle, même, d'un contrat pour les étudiants dont le projet viserait à les lier avec l'établissement dans lequel ils accomplissent leurs études et dont la rupture constituerait une véritable remise en cause de leur droit aux études.

Ces projets nocifs du gouvernement sont cohérents: ils cherchent la division des intérêts, l'atomisation de leurs luttes.

Il faut y répliquer par l'expression des exigences de toutes les catégories de personnel, l'action unie des étudiants, des lycéens futurs étudiants, des personnels

enseignants et A.T.O.S., dans un rassemblement qui soit porteur de luttes et d'une autre politique de l'enseignement supérieur.

Quant à nous, communistes,

Nous proposons:

- qu'aucun salaire ne soit inférieur au S.M.I.C. porté à 6500 F, notamment pour les personnels A.T.O.S.;

- de retirer immédiatement 40 milliards de francs chaque année au programme de surarmement de la France pour les affecter à l'enseignement et à la recherche civile.

Sur ces deux points, le groupe des députés communistes a déposé des projets de lois à l'Assemblée: il existe, pour peu que les députés socialistes s'y rallient, une majorité potentielle pour les adopter.

Les moyens nécessaires et urgents pour former plus et mieux doivent ainsi être pris, pour développer un système public d'enseignement supérieur renoué et démocratisé, offrant les meilleures conditions de travail, donc de réussite, à tous ceux qui veulent légitimement faire, aujourd'hui ou demain, des études supérieures à Nantes.

MANŒUVRES POLITIQUES ET TRANSFERT DE CHARGES

Le Conseil d'Université a décidé la construction de 6000m² pour 1992, Olivier Guichard pour la Région, de Cossé Brissac pour le Conseil Général et J.-M. Ayrault pour la ville de Nantes ont décidé de financer l'opération.

A propos de ces crédits de constructions nouvelles pour l'Université de Nantes, rien ne pourra masquer cette évidence que le gouvernement et le ministère de l'Education Nationale n'ont pas tenu leurs engagements - pourtant minimum - du contrat de plan Etat-Région.

Par exemple, pour l'année 1990, ils n'ont inscrit au budget de l'Etat, pour les constructions nouvelles de premier cycle universitaire à Nantes, que 3,5 millions de francs de crédits, alors que pour chacune des cinq premières années 90, ils sont officiellement engagés sur une base moyenne de 29 millions l'an. On est donc loin du compte. Et plus loin encore des besoins.

Devant cette carence, la Région Pays de Loire s'installe dans la brèche laissée béante, sous la pression ou avec la caution des parlementaires socialistes, comme on voudra. Mais elle le fait, sans surprise, en privilégiant le financement (pour 80% de ses crédits 1990) de formations privées - voire confessionnelles - et patronales.

Rien à voir, malgré les noms ronflants de ces instituts, avec «les grandes écoles», comme le laisse complaisamment entendre "Ouest-France". Quelle peut être la valeur nationale des diplômes par eux délivrés? Et les qualifications, et, par conséquent, le niveau des rémunérations qu'ils conféreront à leurs titulaires?

O. Guichard ne cache d'ailleurs pas sa volonté de «former les étudiants en fonction des besoins de l'économie régionale», élégante façon de dire en fonction des seuls besoins du patronat local. Quand les patrons spéculent plus qu'ils n'investissent, ceci y compris pour la formation, on peut craindre le pire.

Sauf si l'action unie de tous les intéressés, étudiants, enseignants et personnels A.T.O.S. de l'Université, y met le holà, comme cela peut et doit être le cas après la pause des fêtes.

CAMPAGNE VEHICULES D'OCCASION OFFRE SPÉCIALE "HIVER"

Valable jusqu'au 31-12-1989

AU CHOIX

PNEUS THERMO-CONTACT et VIGNETTE

AUTORADIO CASSETTE STEREO CHAINES NEIGE VIGNETTE



Volvo break 740 GL	89
Volvo 740 GLE turbo diesel	89
Volvo 740 GL, clim.	89
Volvo 740 turbo diesel	89
Volvo break 760 GLE	88
Volvo 240 GL	85
Volvo 440 GLE	89

Volvo 340 GL	85
Volvo 480 ES	88
Renault 21 GTS	88
Renault 25	88
Opel Ascona 1,6	83

Ford Scorpio 2,3	89
Nissan break Sunny	84
Lada Samara	90
Lada Samara	87
Lada 2107	85
Lada 2107	84
Lada break	90

S.A. GARAGE DUMAS
98, route de la Côte-d'Amour
SAINT-NAZAIRE ☎ 40.70.08.99

BRETAGNE-LOIRE ÉQUIPEMENT AU CŒUR DE VOTRE RÉGION.

Promotion Groupe



Notre présence
au cœur de votre région
représente pour vous
un avantage irremplaçable.

Nous apportons
des solutions adaptées,
cohérentes et durables,
dans le cadre
des besoins recensés
et à l'intérieur
d'un budget défini
au préalable.

En somme,
une réponse sur mesure
à votre problème
et la certitude d'avoir fait
le bon investissement.

MEILLEURS VŒUX

BRETAGNE-LOIRE ÉQUIPEMENT
92, rue Lazare Carnot
56100 LORIENT.
Tél. 97 21 65 71

 groupe gifco